

Les policiers obtiennent au moins quelques promesses



Les policiers obtiennent au moins quelques promesses

Les policiers qui manifestent depuis dix jours ont obtenu plusieurs éléments de réponse ce mercredi, après avoir été reçus par François Hollande. Pour améliorer leur condition et leur quotidien, le gouvernement a dévoilé plusieurs mesures.

Bien que la Chancellerie et son ministre Jean-Jacques Urvoas n'y soit pas favorable, l'institution se voit contrainte d'étudier de façon "approfondie" la possibilité de faire évoluer le texte actuel réglementant et définissant la légitime défense concernant la police. Un élargissement des textes fait partie des revendications des policiers.

Le ministère de la justice devra par ailleurs envisager un alignement des peines concernant les outrages aux policiers et les outrages à magistrats. Un individu qui s'en prend verbalement à un agent dépositaire de l'autorité risque aujourd'hui six mois de prison, mais s'il s'adresse à un juge la peine peut aller jusqu'à deux ans de prison. Un projet de loi sur le sujet avait été présenté en février à l'Assemblée nationale mais resté sans suite. Le sujet pose d'ailleurs débat. Les policiers réclament les mêmes droits que les gendarmes.

250 millions d'euros promis notamment pour l'achat de 5.500 nouvelles armes et de 22.000 gilets pare-balles. Une partie de cette enveloppe sera également dévolue à la réfection des commissariats et des casernes.

Enfin, les policiers et gendarmes devraient voir leurs missions recentrées : la garde statique des préfectures ou des tribunaux devrait rapidement être confiée (à l'exception des lieux de cultes et des écoles...) à des sociétés privées de gardiennage. De beaux jours s'annoncent pour ces dernières déjà fortement sollicitées ces derniers mois.